

Communiqué de presse

**Conférence des Nations Unies sur le changement climatique :
Appel à des décisions politiques courageuses**

Paris, le vendredi 25 novembre 2011. A quelques jours de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, du 28 novembre au 9 décembre à Durban (Afrique du Sud), Coordination SUD rappelle que les décisions à prendre dans ce domaine sont aussi cruciales que celles liées à la crise économique et financière qui focalisent l'attention des politiques. Conscientes de ces enjeux, Coordination SUD et cinq de ses ONG membres seront présentes à Durban. Elles feront des propositions pour des modes de développement plus sobres en carbone et résilients, en mettant l'accent sur quatre sujets : les financements, l'adaptation, les agricultures familiales et les forêts.

Les gouvernements ont échoué jusqu'à présent à s'entendre sur un accord mondial juridiquement contraignant. Les rapports récents du Programme des Nations Unies pour l'environnement (Pnue), de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) rappellent à quel point il est impératif de réduire au plus vite les émissions mondiales de gaz à effet de serre et de permettre aux populations les plus vulnérables de s'adapter aux effets néfastes du changement climatique, déjà largement ressentis sur le terrain. **« Durban doit aider à redonner leur sens aux négociations multilatérales sur le climat, en tenant enfin compte des réalités et des besoins des populations au Sud »,** déclare Anne Chetaille, chef de file de la commission Climat et développement de Coordination SUD et chargée de projet au Gret.

A partir de son expertise, de la proximité de ses membres avec les acteurs de terrain et de leur connaissance des réalités locales, Coordination SUD appelle les gouvernements à prendre des décisions responsables à Durban.

- 1. Garantir une allocation et une utilisation équitables et efficaces des financements pour le climat.** Le Fonds vert pour le climat décidé en 2010 doit être opérationnalisé à Durban. Les institutions et les règles de gouvernance au sein du Fonds vert doivent notamment : 1) améliorer la coordination des financements et leur appropriation nationale ; 2) promouvoir une allocation priorisée, juste et dépolitisée des financements ; 3) privilégier des instruments financiers adaptés, encadrés et équitables ; 4) impliquer la société civile dans les processus de décision ; 5) tirer les leçons des bonnes et mauvaises pratiques de l'Aide publique au développement (APD). [Voir le document de position sur les financements >>>](#)
- 2. Opérationnaliser le Cadre pour l'adaptation et proposer de nouvelles formes de coopération internationale.** Alors que le lien entre changement climatique et catastrophes naturelles est désormais reconnu par le Giec, les Etats ont pris du retard dans la mise en œuvre d'une politique internationale d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, accroissant de fait le risque d'un réchauffement climatique supérieur à 2°C et les besoins d'adaptation des populations les plus vulnérables. La conférence de Durban doit opérationnaliser le cadre pour l'adaptation, et : 1) traduire les exigences d'équité et de transparence dans la composition et les modalités de fonctionnement du Comité pour l'adaptation ; 2) renforcer l'opérationnalité des Plans nationaux d'adaptation ; 3) assurer la cohérence entre politiques internationales et mesures locales. [Voir le document de position sur l'adaptation >>>](#)

3. **Prendre en compte les agricultures familiales.** La majorité des 3 milliards de paysans n'ont quasiment aucune marge de manœuvre pour faire face aux impacts du changement climatique. Indispensables en matière de souveraineté alimentaire et de création d'emplois dans les territoires ruraux, les agricultures familiales détiennent un fort potentiel d'atténuation et d'adaptation. Pour Coordination SUD, un programme de travail sur l'agriculture devra être lancé si, et seulement si : 1) ce programme de travail accorde le même niveau de priorité à l'adaptation au changement climatique qu'à l'atténuation des émissions ; 2) il reconnaît l'importance des agricultures familiales et permet leur représentation active dans les décisions. [Voir le document de position sur l'agriculture>>>](#)
4. **Faire du mécanisme REDD+ un outil au service du développement.** REDD+ est un mécanisme adopté à Cancun qui vise la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la déforestation et à la dégradation des forêts. Il doit permettre un développement durable et équitable des populations rurales et forestières, ainsi qu'un renforcement de leurs droits. Coordination SUD soutient qu'à Durban doivent être décidés : 1) la création d'une fenêtre REDD+ spécifique du Fonds vert ; 2) une structure de critères communs pour l'établissement de niveaux de référence et le suivi du respect des clauses de sauvegarde sociale et environnementale. Ces critères doivent être guidés par les exigences de : transparence, participation, comparabilité et cohérence, tout en étant modulables en fonction des pays. [Voir le document de position sur les forêts >>>](#)

La première semaine de la Conférence, Coordination SUD organisera deux ateliers sur le thème de l'adaptation :

- **Le 1er décembre, de 11h30 à 13h** (Room 3) sur le thème : « Expériences et outils pour intégrer l'adaptation dans les plans de développement ». Cet atelier est organisé en partenariat avec l'ONG environnementale The Nature Conservancy.
- **Le 1er décembre, de 15h30 à 17h30** (Salle Varsovie, pavillon Europe) sur le thème : « Le rôle des organisations de la société civile dans la définition et la mise en œuvre des stratégies d'adaptation : défis et perspectives ».

Coordination SUD fera part de son analyse et de ses réactions aux débats à travers la diffusion de quatre numéros de son bulletin d'information, « Les Echos de Durban ».

Pour suivre le programme et les analyses de Coordination SUD à Durban, rendez-vous sur la page dédiée du site web de Coordination SUD :

<http://www.coordinationsud.org/plaidoyer/climat/special-durban/>

Contact presse

à Paris jusqu'au 1^{er} décembre – à Durban du 2 au 11 décembre :

Chantal DURAY-SOUNDRON, duray@coordinationsud.org,

Tél : +33 (0)1 44 72 87 14, +33 (0)6 59 04 37 77

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 130 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination d'Agen, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

14 passage Dubail · 75010 Paris

Tél. 01 44 72 93 72 · Fax. 01 44 72 93 73

www.coordinationsud.org